



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 25 du 25 juillet 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 28 juillet 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	470
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	470
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	470
Bureau des réglementations	470
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy	470
Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers lès Nancy	470
Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	470
Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Tomblaine	470
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Richardménil	470
Extrait de l'arrêté du 13 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	471
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont	471
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	471
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Maxéville	471
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy	472
Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Velaine en Haye	472
Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre lès Nancy	472
Extrait de l'arrêté du 6 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre lès Nancy	472
Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	473
Extrait de l'arrêté du 11 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	473
Extrait de l'arrêté du 6 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	473
Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	473
Extrait de l'arrêté du 16 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Fléville devant Nancy	473
Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	474
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Champigneulle	474
Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Maxéville	474
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	474
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	474
Extrait de l'arrêté du 30 juin 2008 fixant la composition de la formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle	474
Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2008 autorisant les adhésions et retraits de collectivités du syndicat départemental d'assainissement non-collectif de Meurthe-et-Moselle (SDAA54)	475
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	475
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} juillet 2008 portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal de gestion de la bourse du travail de Piennes	475
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	475
Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2008 approuvant les modifications statutaires concernant la représentation des communes membres et la composition du bureau de la communauté de communes du Lunévillois	475
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	476
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2008 portant mandatement d'office des participations dues par la commune de Vilcey-sur-Trey à la commune de Pagny-sur-Moselle au titre des années 2003/2004 et 2004/2005	476
Extrait de l'arrêté du 10 juillet 2008 portant modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire Maron Sexey	476
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	476
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	476
Secrétariat des licences	476
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/213 du 30 avril 2008	476
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/214 du 30 avril 2008	476
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/215 du 30 avril 2008	476
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/216 du 30 avril 2008	476
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/217 du 30 avril 2008	477
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/218 du 30 avril 2008	477
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/219 du 30 avril 2008	477
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/220 du 30 avril 2008	477
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/221 du 30 avril 2008	477
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/222 du 30 avril 2008	477
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/223 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/224 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/225 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/226 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/227 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/228 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/229 du 30 avril 2008	478
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/230 du 30 avril 2008	479
Extrait de l'arrêté modificatif DRAC-LICENCES 54/2008/232 du 30 avril 2008	479
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	479
Division d'exploitation de Metz	479
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-050 en date du 7 juillet 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31, bretelles de l'échangeur de Velaine	479
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-052 en date du 11 juillet 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection des joints de chaussée au PR 33+600/34+500 sur la RN 333	480
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-053 en date du 11 juillet 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation d'un masque drainant sur la bretelle Strasbourg/Repaix au diffuseur de Blâmont sur la RN 4	480
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	481
Service actions et établissements de santé	481
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/617-08 du 26 juin 2008 portant radiation de l'agrément n° 57 pour l'entreprise de transports sanitaires « AMBULANCES LECLERC », 3 rue de Provence - 54750 Trieux	481
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC - n° 0626-08 du 27 juin 2008 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye	481
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/651-08 du 1 ^{er} juillet 2008 portant agrément n° 173 de l'entreprise de transports sanitaires SARL NOEL AMBULANCES, 32 rue Sainte Barbe - 54800 Jarry	481
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/656-08 du 1 ^{er} juillet 2008 portant agrément n° 171 de l'entreprise de transports sanitaires POMPEY AMBULANCES, 6 rue du Chanoine Pérignon - 54340 Pompey	481
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/692-08 du 10 juillet 2008 portant agrément n° 172 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AMBULANCE CORINNE TOUL, 16 rue du Pré Saint Mansuy - 54200 Toul	482

Service solidarité autonomie.....	482
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 450 du 30 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.....	482
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 662 du 9 juillet 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles.....	482
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	482
Service environnement - eau.....	482
Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 22 août 2002 relatif à la révision du plan d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy.....	482
Service forêt, chasse et milieux naturels.....	483
Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 2008/196 du 27 juin 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Campagne 2008-2009.....	483
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	484
Service santé et protection animales.....	484
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.067 du 27 juin 2008 portant délivrance du mandat sanitaire provisoire au docteur Bertrand MICHAUD, vétérinaire à Euville.....	484
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.076 du 4 juillet 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jessica EBLE, vétérinaire à Einville au Jard.....	484
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	484
Trésorerie de Blâmont - Cirey-sur-Vezouze – En date du 1 ^{er} juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Jeanne JACQUINET, contrôleur.....	484
Trésorerie de Blâmont - Cirey-sur-Vezouze – En date du 1 ^{er} juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Stéphane HOSTERT, contrôleur.....	484
AUTRES SERVICES.....	484
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	484
Délégation de signature du 23 juillet 2008.....	484
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	485
Décision n° 028/08 du 19 juin 2008 désignant M. Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers).....	485
Décision n° 029/08 du 19 juin 2008 désignant Mme DANAN Jane-Laure, Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts.....	485
Décision n° 030/08 du 19 juin 2008 désignant M. HUREAUX Claude, Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts.....	485
Décision n° 031/08 du 19 juin 2008 portant délégation de signature.....	485
MATERNITE REGIONALE DE NANCY.....	486
Délégation de signature des services techniques, ateliers, atelier biomédical et service de sécurité du 2 juillet 2008.....	486

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations****Extrait de l'arrêté du 23 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Mme Géraldine HAHN, gérante du magasin « ARTISTE FLEURS », est autorisée à installer 2, avenue Foch – 54270 ESSEY LES NANCY un système de vidéosurveillance de 3 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0059

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Géraldine HAHN, gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Géraldine HAHN, gérante,

- M. le maire de ESSEY LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} La Caisse d'épargne et de prévoyance, en raison d'importants travaux de rénovation, est autorisée à installer temporairement dans le mobile banque de son établissement de NANCY, Plateau de Haye – Avenue Pinchard, un système de vidéosurveillance de 5 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0056

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le responsable du département sécurité ou son adjoint et M. le responsable du centre de télésurveillance ou son adjoint.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable du département sécurité,

- M. le maire de VILLERS LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 9 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1er

L'arrêté préfectoral du 18 septembre 1997 est abrogé.

ARTICLE 2 – Le centre psychothérapique de Nancy est autorisé à installer au 1, rue du docteur Archambault à LAXOU - 54520, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras extérieures mobiles, 3 caméras extérieures fixes et 3 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0369

ARTICLE 3 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 4 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Paul SAUVAGEOT, ingénieur, M. René GUILLAUME, technicien et M. Olivier RENAUD, contremaître.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 5 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 6 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 7 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 8 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur du centre psychothérapique de Nancy,

- Monsieur le maire de LAXOU,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Tomblaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – La direction départementale de l'équipement est autorisée à installer au parc départemental de l'équipement – 69, rue de la Grande Haie – 54510 TOMBLAINE, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0047

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef de parc départemental de l'équipement, M. l'adjoint du chef de parc départemental de l'équipement, M. le chef d'exploitation et M. le responsable patrimoine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le chef de parc départemental de l'équipement,

- M. le maire de TOMBLAINE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Richardménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – ROC-France SAS, représentée par Mme Marie-Laure HALLEMAN, responsable des opérations ROC-France, est autorisée à installer à la station service ESSO – Canal de l'Est – Autoroute A330 – Aire de Canal de l'Est – 54630 RICHARDMENIL un système de vidéosurveillance de 3 caméras intérieures fixes et 11 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0001

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Abdel AROUN, manager de la station, M. Teddy DAVAL, assistant manager et Mme Marie-Laure HALLEMAN, responsable des opérations.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Marie-Laure HALLEMAN, responsable des opérations ROC-France,
- M. le maire de RICHARDMENIL,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 13 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – M. Jean-Marie BERNARD, gérant de l'hôtel de l'Académie, est autorisé à installer à l'hôtel l'Académie – 7 bis, rue des Michottes à NANCY un système de vidéosurveillance de 2 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0051

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Marie BERNARD, gérant de l'hôtel et Mme Aïda MOUTTALIB, assistante de gestion.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Marie BERNARD, gérant de l'hôtel,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Le magasin KIABI HOUEMONT, représenté par Mme Raphaële ROBEY, directrice, est autorisé à installer dans l'établissement KIABI Houdemont – ZAC les Erables à HOUEMONT - 54180 , un système de vidéosurveillance de 4 caméras intérieures mobiles en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0062

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Raphaële ROBEY, directrice, M. Samuel BURTIN, manager, Mme Céline CHARPENTIER, manager et M. Kainn LAZIZ, manager

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Raphaële ROBEY, directrice de KIABI Houdemont,
- Mme le maire de HOUEMONT,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 12 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Le magasin KIABI Nancy centre, représenté par M. Arnaud BOCQUET, directeur, est autorisé à installer dans l'établissement KIABI Nancy centre – 13/21 rue Saint Jean à NANCY – 54000, un système de vidéosurveillance de 12 caméras intérieures mobiles en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0057

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Arnaud BOCQUET, directeur, Mme Amélie LAMBOLEY, manager et M. Geoffroy IZQUIERDO, manager.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Arnaud BOCQUET , directeur de KIABI Nancy centre,
- M. le maire de NANCY ,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 12 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer dans l'établissement LIDL Maxéville – 31/45, rue de Metz à MAXEVILLE - 54320 , un système de vidéosurveillance de 1 caméra intérieure mobile et 9 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0061

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. François HAMY, responsable des ventes et son adjoint, M. Arnaud VAUTRIN et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL,
- M. le maire de MAXEVILLE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 12 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – SPEEDISS SARL, représenté par M. Thierry GANIOLE, gérant, est autorisé à installer dans l'établissement MC DONALD'S – RN 18 – Route de l'Aviation – Zone du Pulventeux – 54400 LONGWY un système de vidéosurveillance de 10 caméras dont 6 caméras intérieures fixes et 4 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0055

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Thierry GANIOLE, gérant, M. Rocco ROSANO, superviseur et M. Patrick MORETTI, directeur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thierry GANIOLE, gérant,

- M. le maire de LONGWY,

- M. le sous-préfet de BRIEY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Velaine en Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – La société SOGE2MS SAS, représentée par M. Sylvain MILLOT, directeur général, est autorisée à installer dans l'établissement Mil Remorques Velaine – 43 RN 4 à VELAIN EN HAYE – 54840 -, un système de vidéosurveillance de 2 caméras intérieures mobiles et 1 caméra extérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0065

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Sylvain MILLOT, directeur général et M. Julien MICHAUD, responsable administratif.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain MILLOT, directeur général,

- M. le maire de VELAIN EN HAYE,

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – La communauté urbaine du Grand Nancy est autorisée à installer au parc des sports de VANDOEUVRE LES NANCY – Rue Gembloux, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras extérieures mobiles et 4 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0090

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY, Mme l'adjoint aux sports, M. l'adjoint à la sécurité, M. le responsable du service des sports, M. l'adjoint responsable du service des sports, M. le directeur général des services, M. le fonctionnaire en charge de la maintenance (CUGN).

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le président de la communauté urbaine du Grand Nancy,

- Monsieur le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – La commune de VANDOEUVRE LES NANCY est autorisée à installer au parc des sports – Rue de Gembloux – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le maire, Mme l'adjointe aux sports, M. le conseiller municipal délégué à la sécurité, M. le directeur général des services, M. le responsable du service des sports, M. l'adjoint au responsable du service des sports, M. le fonctionnaire en charge de la maintenance (CUGN).

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} - M. Joseph GIURANNA, responsable du magasin PODIUMS BY 5X5, est autorisé à installer au 9, rue Saint Dizier à NANCY - 54000, un système de vidéosurveillance de 5 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0053

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Joseph GIURANNA, responsable du magasin, Mme Nathalie GIURANNA et M. Emmanuel SCHAFFER, maintenance système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Joseph GIURANNA, responsable du magasin,

- M. le maire de NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 9 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 11 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} Le directeur départemental de la sécurité publique est autorisé à installer à l'hôtel de police de NANCY, 38, boulevard Lobau, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0019

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur départemental de la sécurité publique et M. le directeur départemental adjoint de la sécurité publique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Le directeur départemental de la sécurité publique et à monsieur le maire de NANCY.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 6 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} - La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de NANCY, Plateau de Haye - Avenue Pinchard, un système de vidéosurveillance de 8 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0054

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le chef d'établissement de la poste Nancy Plateau de Haye,

- Monsieur le maire de NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 6 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} - M. Joseph GIURANNA, responsable du magasin SCARLETT & JOE, est autorisé à installer au 7, rue Saint Dizier à NANCY - 54000, un système de vidéosurveillance de 3 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.08.0052

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Joseph GIURANNA, responsable du magasin, Mme Nathalie GIURANNA et M. Emmanuel SCHAFFER, maintenance système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Joseph GIURANNA, responsable du magasin,

- M. le maire de NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 9 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 16 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Fléville devant Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} - THE PHONE HOUSE, représenté par M. Jean-Pierre CHAMPION, président, est autorisé à installer dans leur magasin THE PHONE

HOUSE de FLEVILLE DEVANT NANCY – 54710 – Zone commerciale de Frocourt Devant un système de vidéosurveillance d'1 caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0068

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Gaëlle EMZIVAT, responsable Loss Prévention.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 185 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Pierre CHAMPION, président de THE PHONE HOUSE,

- M. le maire de FLEVILLE DEVANT NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 16 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Les Voies Navigables de France sont autorisées à installer au pont-levis de Malzéville – Canal de la Marne au Rhin – Rue de Malzéville – 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0066

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel des Voies Navigables de France de la subdivision de Nancy chargé de l'exploitation et de la maintenance du pont-levis de Malzéville.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de la subdivision,

- M. le maire de NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté du 20 juin 1997 n° 54.97.0129 est modifié comme suit :

Article 1^{er}

La Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne Ardenne, représentée par M. le responsable du département sécurité, est autorisée à installer à l'agence de CHAMPIGNEULLES – 54250 - 10, rue de Nancy un système de vidéosurveillance de 8 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Article 3

Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le responsable du département sécurité ou son adjoint, M. le responsable du centre de télésurveillance ou son adjoint.

ARTICLE 2 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du département sécurité,

- M. le maire de CHAMPIGNEULLES,

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 5 juin 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté du 14 décembre 2007 n° 54.07.0118 est modifié comme suit :

Article 1^{er}

La société TRADILOR – Station d'épuration de la communauté urbaine du Grand Nancy – Avenue de la Meurthe- 54320 MAXEVILLE est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures fixes, 1 caméra extérieure mobile et 7 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Article 3

Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Alain KAHN, chef d'exploitation et M. Eric SCHEMMELE, responsable info indus.

ARTICLE 2 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain KAHN, chef d'exploitation,

- M. le maire de MAXEVILLE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter des notifications/décisions ci-dessus, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 30 juin 2008 fixant la composition de la formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – La commission départementale de la coopération intercommunale dans sa formation plénière est composée ainsi qu'il suit :

Collège des représentants des communes de moins de 1 212 habitants :

Titulaires :

- Mme Rose-Marie FALQUE, maire d'Azerailles

- M. Jean-François GUILLAUME, maire de Ville-en-Vernois

- M. Bernard BRUNETTE, maire de Saint-Pancré

- M. Daniel CERUTTI, maire de Pagny-d'arrière-Barine

- M. Noël GUÉRARD, maire de Lesmenils

- Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville

- M. Jean-Pierre COUTEAU, maire de Villey-Saint-Étienne

- M. Christian BOUCAUD, maire d'Haussonville

- Mme Marie-Louise HARALAMBON, maire de Favières

- M. Jean-Yves SIBERT, maire de Bainville-aux-Miroirs

- M. Claude MANET, maire de Bruley

Liste complémentaire :

- M. Christian LUCIE, maire de Domèvre-en-Haye

- M. Ennio BAZZARA, maire de Moncel-sur-Seille

- M. Jean-François DAMIEN, maire de Grand-Failly

- M. Jean-Pierre CARRIERE, maire de Faulx
 - M. Vincent VAUTHIER, maire de Moncel-lès-Lunéville
 - M. Bernard MUNIER, maire de Griport
 - M. Christian LOMBARD, maire de Moineville
 - M. Jean-Marc VILLEMIN, maire d'Héréménil
 - Mme Brigitte BRABANT, maire d'Essey-et-Maizerais
 - M. René JACQUEMIN, maire de Villecey-sur-Mad

Collège des représentants des communes de plus de 1 212 habitants, à l'exception des cinq communes les plus peuplées :

Titulaires :

- M. Édouard JACQUE, maire de Longwy
 - M. Henri BEGORRE, maire de Maxéville
 - M. Michel CLAIRE, maire de Bayon
 - M. Laurent TROGRIC, maire de Pompey
 - M. Maurice VILLAUME, maire de Damelevières
 - M. Pierre BOILEAU, maire de Ludres
 - M. Jean-Luc SENAULT, maire de Flavigny-sur-Moselle
 - M. Jean-Pierre HUET, maire de Liverdun

Liste complémentaire :

- M. Laurent RIGHI, maire d'Hussigny-Godbrange
 - M. Jean-Pierre DESSEIN, maire d'Art-sur-Meurthe
 - M. Robert BLAISE, maire de Dombasle-sur-Meurthe
 - M. François BOUDOT, maire de Villers-la-Montagne
 - M. Michel CANDAT, maire de Saulxures-les-Nancy
 - Mme Josiane RENAUX, maire de Baccarat
 - M. Jean COURCOUX, maire de Labry
 - Mme Édith CEGLARZ, maire de Saizerais

Collège des représentants des cinq communes les plus peuplées :

Titulaires :

- M. André ROSSINOT, maire de Nancy
 - M. Stéphane HABLLOT, maire de Vandœuvre-lès-Nancy
 - M. Jacques LAMBLIN, député-maire de Lunéville
 - Mme Nicole FEIDT, maire de Toul
 - M. Pascal JACQUEMIN, maire de Villers-lès-Nancy
 - M. Denis GRANDJEAN, adjoint au maire de Nancy
 - M. Jean-François HUSSON, conseiller municipal de Nancy
 - M. Philippe GIUMMELLY, adjoint au maire de Vandœuvre-lès-Nancy

Liste complémentaire :

- Mme Claudine GUIDAT, adjointe au maire de Nancy
 - M. Patrice DONATI, adjoint au maire de Vandœuvre-lès-Nancy
 - M. Laurent DE GOUVION SAINT-CYR, adjoint au maire de Lunéville
 - M. Gérard HOWALD, adjoint au maire de Toul
 - M. Daniel MOUGIN, conseiller municipal de Villers-lès-Nancy
 - M. Olivier HUSSON, adjoint au maire de Nancy
 - M. Jean-Marie SCHLERET, conseiller municipal de Nancy
 - M. Pierre ROUSSELOT, adjoint au maire de Vandœuvre-lès-Nancy

Collège des représentants des établissements publics de coopération intercommunale :

Titulaires :

- M. Dominique POTIER, président de la communauté de communes du Toullois
 - M. Laurent GARCIA, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy
 - Mme Annie VILLA, présidente de la communauté de communes de Moselle et Madon
 - M. François GENAY, président de la communauté de communes de la Mortagne
 - M. Henry LEMOINE, président de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson
 - M. Christian DAYNAC, président de la communauté de communes de l'E.P.C.I. du pays de Colombey et du Sud Toullois
 - M. Pierre MERSCH, président de la communauté de communes du pays de Longuyon
 - M. Luc BINSINGER, vice-président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois
 - M. René VICARI, président du S.I.V.U. du chenil du Joli Bois

Liste complémentaire :

- M. Serge BOULY, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy
 - M. Marc COURTOIS, président de la communauté de communes du Massif de Hays
 - M. Jacques FLORENTIN, président de la communauté de communes de Seille et Mauchère
 - M. Gilbert ZIEGER, président de la communauté de communes de la Vezouze
 - M. Gérard DIDELOT, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy
 - Mme Catherine BOURSIER, vice-présidente de la communauté de communes du Froidmont
 - M. Jean-Pierre HURPEAU, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy
 - Mme Claudine COLAS, vice-présidente de la communauté de communes du Lunévillois
 - M. Serge LAURENT, vice-président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch

Représentant du conseil général :

Titulaires :

- M. Olivier JACQUIN
 - Mme Rachel THOMAS
 - M. Jean-Paul VINCHELIN
 - M. Jean-Marie UHLRICH
 - M. André CORZANI

Liste complémentaire :

- M. Bernard LECLERC
 - M. Yvon BISTON
 - Mme Josiane TALLOTTE
 - M. Gauthier BRUNNER
 - M. Michel MARIUZZO

- M. Michel MARCHAL
 - M. Gérard ROYER

Représentant du conseil régional :

Titulaires :

- M. Christian ECKERT
 - M. Jean-François GRANDBASTIEN
 - M. Claude GAILLARD

- M. André BARBIER
 - M. Claude BOURA

Liste complémentaire :

- Mme Laurence DEMONET
 - Mme Nadine MORANO

ARTICLE 2 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée au président du conseil régional de Lorraine, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à chaque membre élu de la commission départementale de la coopération intercommunale et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 juin 2008

Le préfet,
 Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2008 autorisant les adhésions et retraits de collectivités du syndicat départemental d'assainissement non-collectif de Meurthe-et-Moselle (SDAA54)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la majorité qualifiée édictée par les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'adhésion du syndicat d'assainissement et d'épuration de Boismont / Mercy-le-bas et des communes de Borville, Pettonville, Roville-devant-Bayon, Ugny, Vaucourt et Xivry-Circourt au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

ARTICLE 2 : Le retrait des communes d'Andilly, Batilly, Biqueley, Boismont, Boucq, Bouvron, Bruley, Charmes-la-Côte, Chaudeney-sur-Moselle, Choloy-Menillot, Domgermain, Dommartin-lès-Toul, Ecrouves, Gye, Lagney, Lay-Saint-Remy, Manoncourt-en-Woevre, Ménéil-la-Tour, Mercy-le-Bas, Pagny-Derrière-Barine, Pierre-la-Treiche, Royaumeix, Saint-Jean-lès-Longuyon, Sanzey, Toul et Trondes du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Les délibérations favorables des collectivités membres du syndicat sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 1^{er} juillet 2008 portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal de gestion de la bourse du travail de Piennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Mont-Bonvillers envers le syndicat de la bourse du travail de Piennes ;

Considérant que l'assemblée délibérante de la commune de Mont-Bonvillers a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2008 de la commune ;

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

ARRETE

Article 1^{er} : Une somme de 878,40 €, correspondant à la contribution de la commune de Mont-Bonvillers au titre de l'année 2007 sera versée au syndicat de la bourse du travail de Piennes.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2008 de la commune de Mont-Bonvillers.

Article 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 4 : M. le Comptable de la trésorerie d'Audun-le-Roman / Piennes, receveur de la commune de Mont-Bonvillers, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le Maire de la commune de Mont-Bonvillers et, dont copie conforme sera adressée à :

- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
 - M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle,
 - M. le Président du syndicat de la bourse du travail de Piennes.

Briey, le 1^{er} juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le sous-préfet de Briey,
 Philippe RONSSIN

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2008 approuvant les modifications statutaires concernant la représentation des communes membres et la composition du bureau de la communauté de communes du Lunévillois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Article 1^{er}. – L'article 6 des statuts est rédigé ainsi qu'il suit :

« La communauté de communes est administrée par un comité composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes membres. Les sièges sont répartis entre les communes comme suit :

- 2 sièges attribués aux communes de Bénaménil, Croismare, Héréménil, Jolivet, Laneuveville-aux-bois, Manonviller, Marainviller, Moncel-lès-Lunéville, Thiébauménil, Vitrimont
- 3 sièges attribués à la commune de Chanteheux;
- 12 sièges attribués à la commune de Lunéville

Chaque commune bénéficiera en outre d'un délégué suppléant, ce nombre est porté à 3 pour la ville de Lunéville. »

Article 2. – L'article 7 des statuts est rédigé ainsi qu'il suit :

« Le bureau est composé du président et de vice-président(s), dont le nombre sera fixé par le conseil communautaire (dans la limite d'un maximum de 30% du nombre de délégués).

L'assemblée délibérante peut décider d'ouvrir le bureau à d'autres membres du conseil communautaire en sus du Président et des Vice-présidents.

Le bureau peut recevoir délégation du conseil, par délibération du conseil, conformément à l'article L. 5214-13 du code général des collectivités territoriales.

Le président peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions aux 10 vice-présidents, en application de l'article L. 5214-11. »

Article 3. – Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

Article 4. – Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à monsieur le trésorier payeur général et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 4 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Sous-préfecture de Toul

Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2008 portant mandatement d'office des participations dues par la commune de Vilcey-sur-Trey à la commune de Pagny-sur-Moselle au titre des années 2003/2004 et 2004/2005

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la lettre adressée au maire de la commune de Vilcey-sur-Trey le 4 juin 2008 le mettant en demeure de mandater la somme de 6 158 euros au profit de la commune de Pagny-sur-Moselle au titre des contributions scolaires dues pour les années scolaires 2003/2004 et 2004-2005 ;

Considérant que cette mise en demeure est restée sans effet ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Une somme de 6 158 euros (six mille cent cinquante huit euros) sera mandatée à l'article 6558 du budget 2008 de la commune de Vilcey-sur-Trey et versée à la commune de Pagny-sur-Moselle au titre des charges de fonctionnement des écoles publiques gérées par cette commune pour les années scolaires 2003/2004 et 2004/2005.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté vaut mandatement d'office en application de l'article L 1612-16 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 3 : Le sous-préfet de Toul, le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle, le comptable de la trésorerie de Thiaucourt sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le maire de Vilcey-sur-Trey et dont une ampliation sera adressée à M. l'inspecteur d'académie, à Mme le maire de Pagny-sur-Moselle.

Toul, le 8 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté du 10 juillet 2008 portant modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire Maron Sexey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le 1^{er} alinéa de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal scolaire de Maron-Sexey est désormais rédigé comme suit :

"Le syndicat est administré par un comité composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes intéressées, chacune étant représentée par 2 délégués titulaires".

Article 2 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal scolaire de Maron-Sexey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 10 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine Secrétariat des licences

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/213 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014771 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Anne ATLAS, « Association MAVRA » 11, rue de Malzéville, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/214 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0491 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Patrick BLAISE, « La Torpille » BP 13, Hôtel de Ville, 54250 Champigneulle.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/215 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1014784 et 3-1014785 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Stanislas DEVILLERS, Association Li(Luo) 174, rue des Brasseries, 54320 Maxéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/216 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 3-1014766 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Emmanuelle FAIVRE, « Ville de Jarville la Malgrange » 25, rue de la République, 54140 Jarville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/217 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 54-0343 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Valérie GODEFROY, « Association des Amis du Patrimoine culturel de Froville » Mairie, 54290 Froville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/218 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1014764 et 3-1014765 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Elisabeth GUENSER, « Association ALPAM » 56, Place des Maronniers, 54385 Manonville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/219 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{re} catégorie portant le numéro 1-1014770 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Laurent HENART, « Théâtre de mon Désert » Mairie de Nancy, 54035 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application

des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/220 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014780 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame HENRY Natacha, « La Machoire 36 » 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/221 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014778 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Alice HERFRAY, « Association la Brèche » 48 bis, rue Gabriel Moulleron, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional des affaires culturelles,
 Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/222 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014768 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Benjamin HEUZE, « Coup de coeur animation » 61, rue du maréchal Exelmans, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 30 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/223 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1014776 et 3-1014777 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Chyc Polhit MAMFOUMBI, « Association SKENESIS » 148, rue Gabriel Péri, 54500 Vandoeuvre-les-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/224 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{re} catégorie portant le numéro 1-1014767 est accordée pour la salle de la Grange pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Christine MELONI, « Association Culture Loisirs Evasion » Centre E. Triolet, 54810 Longlaville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/225 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0503 et 54-0504 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alain MORLET, « Théâtre du Jarnisy » BP 48, 54800 JARNY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/226 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 3-1014769 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Steve NAVACCHI, « Si c'est ça l'assos. » 16, rue Lavoisier, 54800 Jarny.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/227 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014763 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Catherine NEGRE Y ROSSELLO, « Association Musiques JAEMAT » 12, rue de l'Orme, 54134 Voinemont.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/228 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014779 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Laurent OBERHAUSSER, « Passage à l'Est », 51, rue de Château-Salins, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/229 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1014774 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Julien POIROT, « Poirot Julien Bernard » 16, rue du docteur Chapuis, 54200 Toul.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/230 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0485 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Jeanine VEDRENNE, « Association Ensemble Stanislas » 11, Grande rue, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté modificatif DRAC-LICENCES 54/2008/232 du 30 avril 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : l'article 1 de l'arrêté DRAC-LICENCES n° 54/2006/137 en date du 10 novembre 2006 est modifié comme suit :

« La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro 54-0586 est accordée pour une période de trois ans à compter du 10 novembre 2006 à :

Monsieur Philippe SIDRE, Action culturelle du Val de Lorraine, Théâtre Gérard Philippe, Avenue de la Libération, 54390 Frouard. »

Article 2 : les autres articles de l'arrêté précité sont sans changement.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 30 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Direction interdépartementale des routes – Est Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-050 en date du 7 juillet 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31, bretelles de l'échangeur de Velaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31 PR 245,0	
Points Repères PR.	SENS: PLUS 245,0	
	SENS: METZ/TOUL	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement couche de roulement sur les bretelles de: Paris/accès RD 400 et Velaine/Nancy	
PERIODE GLOBALE	9 et 10 juillet 2008	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Paris/RD 400 accès parc de Haye et site St Jacques et Velaine /Nancy Mise en place d'une déviation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est / DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : DISTRICT DE NANCY/CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	9 et 10 juillet 2008			Fermeture Echangeur de Velaine N°17 sens Paris/Nancy
	en journée			Fermeture Bretelle Paris / accès RD 400 Parc de Haye et site St Jacques les usagers sont invités à prendre la bretelle Paris /Gondreville de l'échangeur n°16 de Gondreville en amont du chantier, RD 400 direction Velaine, RD 400 direction Nancy pour accès au Parc de Haye et site St Jacques
				Fermeture Bretelle Velaine /Nancy les usagers sont invités à prendre la RD 400 direction Maxéville site St Jacques et retrouveront la direction Nancy Metz et Strasbourg au niveau de la signalisation permanente de l'échangeur de Gentilly

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de la radio.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle), Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de SCREG/COLAS.

Moulins-lès-Metz, le 7 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-052 en date du 11 juillet 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection des joints de chaussée au PR 33+600/34+500 sur la RN 333

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE		RN 333
PR + SENS	PR 32+800 au PR 36+800 sens Nancy/Lunéville	
SECTION	courante	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection des joints des OA (PR 33+6 et 34+5)	
PERIODE GLOBALE (date à date)	22 juillet 2008	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation Limitation de vitesse à 90 Km/h en section courante et 50 Km/h dans le basculement. Schéma type CF 114a, 122b et B100C.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/DE de Metz	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Nancy/CEI de Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Phase n°	Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
	22 juillet 2008	PR 32+800 au PR 36+800	Fraisage/balayeage et tapis de matériaux enrobés	Déviations du sens Nancy/Lunéville centre via échangeur Lunéville-ZI, N59 échangeur de la jetée de pierre et retour vers N 333

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle) et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de colas-est.

Moulins-lès-Metz, le 11 juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-053 en date du 11 juillet 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation d'un masque drainant sur la bretelle Strasbourg/Repaix au diffuseur de Blâmont sur la RN 4

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

Figure 2 : Un chantier particulier est envisagé dans les conditions suivantes :		
VOIE	RN 4 diffuseur de Blâmont	
PR + SENS	Bretelle de sortie vers Repaix sens Strasbourg/Nancy	
SECTION	Bretelle de sortie	
NATURE DES TRAVAUX	Création d'un masque drainant	
PERIODE GLOBALE (date à date)	Du 18 juillet au 25 juillet 2008	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure de la bretelle avec mise en place d'une déviation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/DE de Metz	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Nancy

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Phase n°	Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
1	18 juillet au 25 juillet 2008	Bretelle de sortie Strasbourg/Repaix	Réalisation d'un masque drainant	Ancienne RN 4 en direction de Blâmont puis carrefour avec la RD 7 en direction de Repaix

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle) et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination

Routières Est,
 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, et
 - Messieurs les Maires de Gogney, Foulcrey, Avricourt, Igney et Repaix;
 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
 de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de
 Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Monsieur le Directeur de APPIA Lorraine.

Moulins-lès-Metz, le 11 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/617-08 du 26 juin 2008 portant radiation de
 l'agrément n° 57 pour l'entreprise de transports sanitaires
 « AMBULANCES LECLERC », 3 rue de Provence - 54750 Trieux**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : A compter du 1^{er} mai 2008, l'entreprise « Ambulances
 LECLERC » sise, 3 rue de Provence à 54750 TRIEUX portant agrément n° 57
 est radiée de la liste des entreprises de transports sanitaires.

L'arrêté préfectoral portant agrément n° 57 est abrogé.

ARTICLE 2 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
 est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des
 Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera
 adressé :

- au titulaire de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de
 NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de
 LONGWY.

Nancy, le 26 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC - n° 0626-08 du 27 juin 2008 portant
 refus de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que la population municipale totale de Velaine-en-Haye est de 1489 habitants
 au dernier recensement de 1999 ;
- que conformément aux dispositions de l'article L.5125-11 du code de la santé
 publique, aucune création d'officine ne peut être autorisée dans les
 communes comportant une population inférieure à 2500 habitants.

ARRETE

ARTICLE 1 : La demande de création d'une officine de pharmacie à Velaine-
 en-Haye (54840) - ZAC du Relais présentée par Madame Sophie SCATTOLIN
 est rejetée.

ARTICLE 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à
 l'intéressé pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de
 l'arrêté du 21 mars 2000.

ARTICLE 3 : le présent arrêté sera notifié à Madame Sophie SCATTOLIN.

Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans
 un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 4 : le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice
 Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont
 chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui
 sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera
 adressée à Madame Sophie SCATTOLIN, Madame la Directrice Régionale des
 Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la
 Pharmacie), Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des
 Pharmaciens de Lorraine, Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des
 Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président de l'Union
 Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 27 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/651-08 du 1^{er} juillet 2008 portant agrément
 n° 173 de l'entreprise de transports sanitaires SARL NOEL
 AMBULANCES, 32 rue Sainte Barbe - 54800 Jarny**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le procès-verbal des décisions extraordinaires du 24 mai 2008 qui a
 procédé à la dissolution au 30 juin 2008 de la SARL NOEL et de la SARL
 JARNY AMBULANCES, siège social : 32, rue Sainte Barbe à JARNY au profit
 de la SARL BDPMA sise à la même adresse,
 Considérant que cette dissolution s'effectue sans liquidation et entraîne la
 transmission universelle du patrimoine des deux sociétés au profit de son
 associé unique ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Est agréée à compter du 1^{er} juillet 2008, pour l'accomplissement
 des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de

malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale,
 l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

SARL NOEL AMBULANCES
 32 rue Sainte Barbe
 54800 JARNY

Co-gérants : Patricia FEDELI, Mickaël BOUILLARD, Rachel ZANDONELLA,
 Laëtitia BECHERINI et Antoine HEREDIA

ARTICLE 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des
 véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment
 tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des
 Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification
 de la liste.

ARTICLE 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction
 Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par
 les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
 Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-
 vous.

ARTICLE 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires
 terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues
 aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral du 28 juillet 1983 concernant l'agrément n° 40
 de l'entreprise « SARL Ambulances NOEL » et l'arrêté préfectoral du 29 octobre
 2003 concernant l'agrément n° 157 de l'entreprise « SARL JARNY
 Ambulances » sont abrogés ;

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié aux co-gérants et publié au recueil
 des actes administratifs du département. Il peut faire l'objet d'un recours devant
 le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa
 notification ou de sa publication.

ARTICLE 8 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
 est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de
 NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de
 LONGWY.

Nancy, le 1^{er} juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/656-08 du 1^{er} juillet 2008 portant agrément
 n° 171 de l'entreprise de transports sanitaires POMPEY AMBULANCES,
 6 rue du Chanoine Pérignon - 54340 Pompey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Madame KSIBI Latifa est
 conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le
 département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement des transports sanitaires
 effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou
 parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports
 sanitaires terrestres ci-après désignée :

POMPEY AMBULANCES
 6 rue du Chanoine Pérignon
 54340 POMPEY

exploitée par Madame KSIBI Latifa.

ARTICLE 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des
 véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment
 tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des
 Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification
 de la liste.

ARTICLE 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction
 Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par
 les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
 Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-
 vous.

ARTICLE 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires
 terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues
 aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié à Madame KSIBI Latifa et publié au
 recueil des actes administratifs du département. Il peut faire l'objet d'un recours
 devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de
 sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
 est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de
 NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de
 LONGWY.

Nancy, le 1^{er} juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/692-08 du 10 juillet 2008 portant agrément n° 172 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AMBULANCE CORINNE TOUL, 16 rue du Pré Saint Mansuy - 54200 Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Mademoiselle Corinne DELOCHE est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : AMBULANCE CORINNE TOUL

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 15 000 €

Siège social : 16 rue du Pré Saint Mansuy
54200 TOUL

Gérante : Mademoiselle Corinne DELOCHE.

ARTICLE 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

ARTICLE 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

ARTICLE 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral du 22 novembre 2007 concernant l'agrément n° 169 de l'entreprise « SARL AMBULANCES LACATENA » sise, 4 rue du Réservoir à 54590 HUSSIGNY-GODBRANGE est abrogé.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié à Mademoiselle Corinne DELOCHE et publié au recueil des actes administratifs du département. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 8 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 10 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 450 du 30 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de ST NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 1 639 087,75 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 37,73 €

pour les GIR 3 et 4 : 29,70 €

pour les GIR 5 et 6 : 20,68 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 30 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 662 du 9 juillet 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES - N° FINESS : 54 0012994
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 000,00	415 596,55
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	386 771,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 869,00	
	Déficit reporté	5 955,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	415 596,55	415 596,55
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES à 415 596,55 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,52 euros

GIR 3 et 4 : 24,35 euros

GIR 5 et 6 : 17,19 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 9 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 4 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 22 août 2002 relatif à la révision du plan d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de modification est soumise à la simple modification du plan d'épandage initial ;

Considérant que les nouvelles parcelles à intégrer au plan d'épandage se situent sur des communes faisant partie du plan d'épandage autorisé par l'arrêté du 22 août 2002, et qu'il n'y a donc pas d'enquête publique à réaliser pour la demande de modification ;

Considérant que le SIAAL a parallèlement, déposé un dossier complet soumis à une enquête publique prévue du 25 juin 2008 au 11 juillet 2008 en vue de la révision de son plan d'épandage ;

Considérant que ce dossier ne peut être instruit avant la campagne d'épandage 2008 et que la demande de modification est nécessaire à l'épandage des boues de la campagne 2008 ;

ARRETE

Article 1 : Objet de l'autorisation

Le présent arrêté complète la liste des parcelles figurant dans l'arrêté du 22 août 2002 relatif au plan d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy.

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy est autorisé, en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 août 2002, à réaliser l'opération de recyclage agricole des boues produites par la station d'épuration sur les parcelles figurant dans l'arrêté cité ci-dessus, ainsi que sur les nouvelles parcelles dont la liste ainsi que les coordonnées des points de référence des analyses de sol sont annexées au présent arrêté.

Article 2 : voies et délais de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Article 3 : publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy sont chargés (pétitionnaire), chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux maires des communes de Fresnois-la-Montagne, Montigny-sur-Chiers, Villers-la-montagne et Viviers-sur-Chiers, pour affichage.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture.

Copie du présent arrêté sera transmise à la mission de recyclage agricole des déchets de Meurthe-et-Moselle et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié par la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Un exemplaire du dossier de demande de modification et étude préalable sera mis à la disposition du public pour information, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (service police de l'eau).

Nancy, le 4 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Les annexe 1 - Arrêté Préfectoral du 22.08.2002, annexe 2 - Coordonnées des nouvelles exploitations agricoles, annexe 3 - Récapitulatif des parcelles d'épandage – dossier de modification 2008, annexe 4 - Liste des points de référence et annexe 5 - Cartographie des nouvelles parcelles sont consultables à la DDAF - Service environnement - eau.

Service forêt, chasse et milieux naturels

Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 2008/196 du 27 juin 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Campagne 2008-2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 28 septembre 2008 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 février 2009 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 28 septembre 2008 à 08 heures au 28 février 2009 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2008 au 31 mars 2009.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2008 au 15 janvier 2009.

Article 2 - Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
cerf	01.09.2008	28.02.2009	- du 01.09.08 au 27.09.08 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - du 28.09.08 au 17.10.08 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût. - du 18.10.08 au 28.02.09 à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, en battue : cf. article 3
chevreuil mâle femelle	01.06.2008 28.09.2008	28.02.2009 28.02.2009	- du 01.06.08 au 27.09.08 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - du 28.09.08 au 28.02.09 : Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, Tir en battue : cf. article 3
sanglier	01.06.2008	28.02.2009	- du 01.06.08 au 14.08.08 : Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; - du 15.08.08 au 27.09.08 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en mairie. - du 28.09.08 au 28.02.09 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.
faisan	28.09.2008	01.01.2009	- chasse du faisan : interdite sur certaines communes (cf. article 4) secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.

lièvre	18.10.2008	23.11.2008	- chasse du lièvre : secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus
	18.10.2008	26.10.2008	hors plan de chasse : interdite sur certaines communes (cf. article 4) sans formalité particulière sur le reste du département.
perdrix	28.09.2008	19.10.2008	- chasse de la perdrix : interdite sur certaines communes (cf. article 4) secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
lapin de garenne	28.09.2008	31.01.2009	
renard	01.06.2008	28.02.2009	- du 01.06.08 au 14.08.08 : Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; - du 15.08.08 au 27.09.08 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en mairie. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier. - du 28.09.08 au 28.02.09 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.
blaireau	28.09.2008	15.01.2009	
belette			
hermine			
putois			
marte			

Article 3 – En ce qui concerne les battues :

- du 15.08.08 au 27.09.08 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance à la fédération départementale des chasseurs et en mairie pour affichage,

- à compter du 28 septembre, les battues sont autorisées 40 jours au plus par saison de chasse, précisés sur un calendrier déposé avant le 15 septembre (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) par chaque détenteur de droit de chasse auprès de la F.D.C., faute de quoi les jours de chasse autorisés sont les samedis, dimanches et jours fériés.

L'envoi simultané d'un double du calendrier en mairie pour affichage, par le détenteur du droit de chasse, est obligatoire avec mention des coordonnées du responsable de la chasse.

Une fois le calendrier déposé, seules trois dates au plus pourront faire l'objet de modifications. La demande de modification devra être adressée au moins dix jours avant la date, à la F.D.C. et à la mairie concernée.

Article 4 - La chasse des espèces suivantes est interdite sur les communes listées au présent article, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :

• Faisan sur les communes de : Allamps, Ancerville, Arnaville, Baccarat, Badonviller, Bagneux (partie à l'ouest de l'A31), Barbas, Barisey la Côte, Bayonville sur Mad, Bertrambois, Bertrichamps, Blâmont, Blénod lès Toul, Bulligny, Charey, Charmes la Côte, Cholloy-Ménillot, Cirey sur Vezouze, Crézilles (partie à l'ouest de l'A31), Dampvitoux, Domèvre sur Vezouze, Domgermain, Dommartin la Chaussée, Fenneviller, Frémonville, Gogney, Halloville, Harbouey, Herbéviller, Merviller, Migneville, Mont le Vignoble, Montigny, Montreux, Moutrot (partie à l'ouest de l'A31), Neufmaisons, Neuville lès Badonviller, Nonhigny, Onville, Pagny sur Moselle, Parux, Petitmont, Pexonne, Preney, Rembercourt sur Mad, Saint Julien lès Gorze, Saint Maurice aux Forges, Sainte-Pôle, Saulxures les Vannes, Tanconville, Vacqueville, Vandelainville, Vannes le Châtel, Veney, Verdental, Villecey sur Mad, Waville

Ecrouves (partie au sud du canal de la marne au rhin

Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

Toul (partie au sud du canal de la marne au rhin)

• Perdrix grise sur les communes de : Arnaville, Bayonville sur Mad, Bouillonville, Charey, Charmes la Côte, Cholloy-Ménillot, Dampvitoux, Domgermain, Dommartin la Chaussée, Essey et Maizerais, Euvezin, Jaulny, Mont le Vignoble, Onville, Pagny sur Moselle, Pannes, Prény, Rembercourt sur Mad, Saint-Baussant, Saint Julien lès Gorze, Thiaucourt-Regniéville, Vandelainville, Villecey sur Mad, Waville, Xammes

Ecrouves (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin

Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

Toul (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

• Lièvre sur les communes de : Azeraillies, Baccarat, Badonviller, Bénaménil, Bertrichamps, Brouville, Burville, Fenneviller, Gelacourt, Hablainville, Merviller, Neufmaisons, Ogeville, Pettionville, Pexonne, Reclonville, Reherrey, Sainte Pôle, Vacqueville, Vaxainville, Veney

Ludres (partie située au sud est du canal de jonction de la Moselle à la Meurthe)

• Gélinotte sur toutes les communes du département.

Article 5 - La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,

- de l'application du plan de chasse,

- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué

- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur

départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-nord, délégué départemental de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, mesdames et messieurs les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,
- membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 27 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

L'annexe de l'arrêté du 27 juin 2008 est consultable à la DDAF – service forêt chasse et milieux naturels.

Direction départementale des services vétérinaires *Service santé et protection animales*

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.067 du 27 juin 2008 portant délivrance du mandat sanitaire provisoire au docteur Bertrand MICHAUD, vétérinaire à Euville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an à :

Docteur Bertrand MICHAUD,
Docteur Vétérinaire
23 Bis rue aux Pintes de Vins
55200 EUVILLE

Article 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 27 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.076 du 4 juillet 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jessica EBLE, vétérinaire à Einville au Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Docteur Jessica EBLE,
Docteur Vétérinaire
29, rue du Pont
54370 EINVILLE AU JARD

Article 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 4 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Trésorerie de Blâmont - Cirey-sur-Vezouze – En date du 1^{er} juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Jeanne JACQUINET, contrôleur

Le soussigné LACK Françoise, gérant de la trésorerie de Blâmont-Cirey-sur-Vezouze

Déclare :

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Marie-Jeanne JACQUINET, contrôleur.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BLAMONT - CIREY-SUR-VEZOUZE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BLAMONT – CIREY-SUR-VEZOUZE, entendant ainsi transmettre à Mme Marie-Jeanne JACQUINET tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Marie-Jeanne JACQUINET,
Contrôleur

Signature du mandant
Françoise LACK,
Trésorière

Donner délégation à Mme Marie-Jeanne JACQUINET pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (article 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Marie-Jeanne JACQUINET,
Contrôleur

Signature du délégant
Françoise LACK,
Trésorière

Blâmont, le 1^{er} juillet 2008

Trésorerie de Blâmont - Cirey-sur-Vezouze – En date du 1^{er} juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Stéphane HOSTERT, contrôleur

Le soussigné LACK Françoise, gérant de la trésorerie de Blâmont-Cirey-sur-Vezouze

Déclare :

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Stéphane HOSTERT, contrôleur.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BLAMONT - CIREY-SUR-VEZOUZE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BLAMONT – CIREY-SUR-VEZOUZE, entendant ainsi transmettre à M. Stéphane HOSTERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
HOSTERT Stéphane,
Contrôleur du Trésor

Signature du mandant
LACK Françoise,
Trésorière

Donner délégation à M. Stéphane HOSTERT pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (article 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
HOSTERT Stéphane,
Contrôleur du Trésor

Signature du délégant
LACK Françoise,
Trésorière

Blâmont, le 1^{er} juillet 2008

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature du 23 juillet 2008

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,
Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- M. Damien PREVOST, Ingénieur Biomédical, responsable des Secteurs Achat Médical et Biomédical et en son absence à Madame Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Jean-Philippe SAJUS, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Achats, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- M. Damien PREVOST, Ingénieur Biomédical, responsable des Secteurs Achat Médical et Biomédical et en son absence à Madame Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'il encadre, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur en charge de la filière Laboratoire du Secteur de l'Achat Médical

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 23 mai 2008.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 juillet 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Centre psychothérapique de Nancy

Décision n° 028/08 du 19 juin 2008 désignant M. Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers)

Le directeur du Centre Psychothérapique de Nancy,

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière et notamment son article 5 ;

VU la décision N° 0011346 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 12 novembre 1999 nommant Monsieur Georges PIERRON Directeur de l'Institut de Formation des Cadres de Santé de Laxou ;

VU la décision N° 0014360 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 12 août 2002 portant reclassement de Monsieur Georges PIERRON dans le grade de directeur des soins de 1^{re} classe ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 27 juin 2008 ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Georges PIERRON, directeur des soins, est chargé de la coordination des instituts de formation du Centre Psychothérapique de Nancy : Institut de Formation des Cadres de santé (IFCS) et Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI).

ARTICLE 2 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2008.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa

notification à l'intéressé.

Laxou, le 19 juin 2008

Le directeur,
Y. BOUYSET

Décision n° 029/08 du 19 juin 2008 désignant Mme DANAN Jane-Laure, Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts

Le directeur du Centre Psychothérapique de Nancy,

VU le Code de la Santé Publique ;

VU la décision N° 028/08 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 19 juin 2008 désignant Monsieur Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers),

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 27 juin 2008 ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : Madame DANAN Jane-Laure est désignée pour assurer les fonctions d'Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts.

ARTICLE 2 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2008.

ARTICLE 3 : La décision n°06/02 en date du 2 août 2002 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Madame DANAN Jane-Laure Directrice par intérim de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Laxou est annulée à compter du 1^{er} juillet 2008.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressée.

Laxou, le 19 juin 2008

Le directeur,
Y. BOUYSET

Décision n° 030/08 du 19 juin 2008 désignant M. HUREAUX Claude, Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts

Le directeur du Centre Psychothérapique de Nancy,

VU le Code de la Santé Publique ;

VU la décision N° 028/08 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 19 juin 2008 désignant Monsieur Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers),

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 27 juin 2008 ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : M. HUREAUX Claude est désigné pour assurer les fonctions d'Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts.

ARTICLE 2 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2008.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé.

Laxou, le 19 juin 2008

Le directeur,
Y. BOUYSET

Décision n° 031/08 du 19 juin 2008 portant délégation de signature

Le directeur du Centre Psychothérapique de Nancy,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 27 juin 2008 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 7 novembre 2003 nommant Madame Isabelle CAILLIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU la décision N° 028/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Monsieur Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1^{er} juillet 2008 ;

VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1^{er} juillet 2008 ;

VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1^{er} juillet 2008 ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : La décision n° 006/06 du 21 avril 2006 est annulée.

ARTICLE 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction du Personnel à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Françoise BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les attestations et les certificats relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER, Madame BELCOURT recevra délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER et de Madame BELCOURT, Madame Brigitte CHEVALLIER et Madame Josette GARNY, Adjoints des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle CAILLIER, la délégation susvisée sera exercée par Madame BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

III - Questions relatives à la gestion des Instituts et ne relevant pas du rôle spécifique du directeur des soins-coordonnateur des instituts concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Monsieur Georges PIERRON, directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents à l'exclusion des conventions passées avec les universités, les associations ou les établissements de santé pour les intervenants aux actions de formation, des contrats et des attestations relatives à la gestion des personnels,

- toutes les notes d'information et les correspondances à l'exclusion de celles aux services ministériels et aux collectivités territoriales, de celles impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

c) Délégation permanente est donnée à Mme DANAN Jane-laure, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI,

- pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

d) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS,

- pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

e) En cas d'absence de Mme CAILLIER Isabelle et de M. PIERRON Georges, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARH, Conseil Régional, DRASS, DDASS, Universités.

f) En cas d'absence de Mme CAILLIER Isabelle et de M. PIERRON Georges, délégation est donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARH, Conseil Régional, DRASS, DDASS, Universités.

ARTICLE 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur, en son absence :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

ARTICLE 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

ARTICLE 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention " Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

ARTICLE 6 : La présente délégation prend effet le 1^{er} juillet 2008, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 19 juin 2008

Le directeur,
Y. BOUYSET

Maternité régionale de Nancy

Délégation de signature des services techniques, ateliers, atelier biomédical et service de sécurité du 2 juillet 2008

Monsieur Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant Monsieur Bruno CARRIERE Directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1^{er} octobre 2007,

Vu la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur hospitalier, à la Maternité Régionale de Nancy pour y occuper l'emploi de responsable des services techniques, ateliers, service sécurité et atelier biomédical,

Vu la décision de nomination de Monsieur BIGEON à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de nomination de Monsieur BOLLINI à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de nomination de Monsieur BRACKE à la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2007/001,

DECIDE

ARTICLE 1 : Délégation permanente est donnée à Monsieur GROB, ingénieur en chef, pour signer :

- notes et documents relatifs au fonctionnement et l'organisation des services techniques, ateliers, ateliers biomédical et services de sécurité y compris les documents relatifs au fonctionnement des installations techniques de la Maternité Régionale, notamment certaines décisions individuelles concernant les positions d'absence des agents qui sont affectés dans ces services à l'exception des décisions de nomination, de recrutement et à d'avancement des personnels, de positions administratives.

A ce titre, il peut notamment prendre de manière urgente et sans en référer au chef d'établissement, toutes décisions ou arrêtés, toutes mesures nécessaires et utiles à la sécurité des patients, des visiteurs, des personnels ou de toute autre personne présente dans l'enceinte de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy. Dans ce cadre, il peut prendre toutes mesures rendues utiles et nécessaires pour préserver les conditions optimales d'accès au site par les services de secours.

ARTICLE 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur GROB pour signer au nom du chef d'établissement l'ensemble des ordres de services, actes d'engagement ou tout autre document de nature financière sans limitation de montant, en conformité avec les dispositions du code des Marchés Publics et se rapportant aux comptes visés en annexe de la présente.

ARTICLE 3 : En absence ou en situation d'empêchement, délégation est donnée, au titre des services techniques et ateliers, à M. BIGEON, technicien supérieur puis Monsieur BOLLINI contremaître, pour signer les documents suivants :

- bons de commande et ordres de service se rapportant aux comptes visés en annexe 1 dans la limite de 4 500 € hors taxes ;

- bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;

- documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services techniques et ateliers.

ARTICLE 4 : En l'absence de Monsieur GROB, ou en situation d'empêchement, délégation est donnée à Monsieur BRACKE pour signer les documents suivants :

- ordres de service et bons de commande dans la limite de 4 500€ hors taxes et se rapportant aux comptes suivants :

- . 602631 Atelier biomédical,
- . 606231 Atelier biomédical achats non stockés,
- . 615151 Matériel outillages médicaux,
- . 615162 Maintenance matériel médical ;

- bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;

- documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'atelier biomédical.

ARTICLE 5 : Les décisions de délégation de signature n°2007/008 et n°2007/009 sont rapportées à la date de publication de la présente.

Nancy, le 2 juillet 2008, en quatre exemplaires originaux Le directeur,
Bruno CARRIERE

Vu les bénéficiaires de la délégation de signature - émargement :

1	Monsieur Sylvain GROB	
2	Monsieur Marc BIGEON	
3	Monsieur Jean-Luc BOLLINI	
4	Monsieur Cyrille BRACKE	

Annexe 1

Liste des comptes budgétaires

Comptes budgétaires d'investissement :

21311	Construction sur sol propre
21351	IGAAC des bâtiments hospitaliers et administratifs
21531	Installations techniques
2313	Construction en cours sur sol propre

Comptes budgétaires d'exploitation :

602630	Fournitures ateliers
602632	Ateliers jardins
60611	Eau assainissement
60612	Energie électrique
60613	Chauffage
60618	Fournitures non stockés (Gaz)
60621	Combustibles et carburants

606230	Atelier logistique achats non stockés
606232	Ateliers, jardins achats non stockés
61522	Entretien bâtiments
615258	Répar autres matériels et outillage
615268	Maintenance services techniques autres
6265	Téléphone
62881	Chauffage
62884	Autres prestations (services techniques)

